

RPTB1

TRADE AND INVESTMENT PROMOTION PLANNING SYSTEM

90/91 TRADE AND ECONOMIC OVERVIEW

Mission: ABIDJAN

Country: IVORY COAST

La détérioration des cours mondiaux du cacao (en chute libre depuis 84) et du café (-30% depuis juillet 89) persiste et accentue la baisse chronique des revenus du pays. Aussi le gouv. a suspendu le remboursement de sa dette (de + de 14 milliards \$) rééchelonnée en juin 88. Les arrières du service de la dette des Clubs de Londres et de Paris atteignent + de 1 milliard \$. La SEE n'ayant reçu aucune indication que la C.I. reconsidérerait ses créances, a techniquement déclaré le pays en faillite, ce qui complique l'obtention (même dans l'analyse cas par cas) de nouvelle couverture d'assurance-crédit.

La croissance du PIB a été nulle en 88 et le taux de formation du capital minimal, si bien qu'avec une forte croissance démographique constante le revenu par habitant se retrouve maintenant inférieur à son niveau du début de la décennie, soit aux environs de 740\$. Le gel des salaires dans la fonction publique maintenu pour la cinquième année lors du budget général de fonctionnement de 89 ne fera qu'accentuer la baisse de la consommation des ménages tandis que la réduction effective de 50% par rapport à 88 des dépenses d'investissement (BSIE) ne pourra conduire à la relance économique à court terme mais permettra une certaine stabilisation si les accords avec le FMI/BM devaient se concrétiser.

L'activité économique des années fastes a transformé la C.I. en pôle d'attraction pour nombre de travailleurs des pays voisins influençant ainsi par ricochet le développement économique régional. La crise provoquée par la chute continue du prix des matières premières agricoles d'exportation a vite relenti l'économie ivoirienne ou les coûts des facteurs de production sont les + élevés de la région. Une faible productivité alliée à un taux de change trop élevé ont entraîné plusieurs fermetures en C.I. et dans la zone FCFA au point que la presse française a fait état que les intérêts privés français installés au sud du Sahara ont déjà rapatrié 1/4 de leurs actifs en 89.

Les exportations ivoiriennes en 88 ont baissé de 17% et les importations de 9%. Les relations commerciales avec son principal partenaire (France) ont cependant été stables quoiqu'ayant connu pour chacune des 2 années précédentes de déclin successifs de 10%. Le commerce Cdo-ivoirien en 88 a atteint un record de 45.8 m\$ et depuis 85, la balance commerciale demeure favorable à la C.I. L'endettement du pays rend toute transaction commerciale tributaire d'offre de crédit (et préférablement en des termes concessionnels). Après deux ans de tergiversation, la Côte d'Ivoire semble résolu à mettre en oeuvre un plan de redressement économique avec l'appui des institutions de Bretton-Woods. Ce plan qui pour les 18 prochains mois vise la stabilisation de l'économie devrait permettre une certaine croissance économique à compter de 1991. Les flux de capitaux des institutions financières internationales et les nouveaux apports bilatéraux du Japon-USA jumelés aux apports traditionnels de la France, RFA, Italie, Canada devraient accroître la demande de biens et de services dans les secteurs de l'agriculture, forêts, énergie, hydraulique et urbanisme. Les sociétés canadiennes, si elles peuvent démontrer leur compétitivité, bénéficieront de cette situation. Nous retenons aussi comme prioritaire le secteur de technologie de pointe pour nos programmes de promotion.

Quant aux autres pays du territoire, leur économie demeure trop précaire